

# Financer un avenir public

## Déclaration collective à l'occasion de la Journée des services publics des Nations unies - 23 juin 2025

### à la veille de la 4<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le financement du développement

Moins d'un cinquième des objectifs de développement durable fixés il y a dix ans sont actuellement en passe d'être atteints d'ici 2030, ce qui s'explique en grande partie par le sous-financement chronique des services publics dans le monde. Les trois quarts des pays à faible revenu dépensent [plus pour le service de la dette que pour la santé](#), et la moitié de ces pays dépensent plus pour rembourser leurs riches créanciers que pour l'éducation. Les règles fiscales et commerciales mondiales inéquitables facilitent un flux continu de ressources dont les pays du Sud ont un besoin urgent. Pendant ce temps, la politique par défaut du FMI consiste toujours à imposer l'austérité, à réduire les dépenses dans les services publics et à saper ainsi la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Mais tout cela peut et doit changer !

Cette année, la Journée des services publics de l'ONU tombe juste une semaine avant la [quatrième Conférence internationale sur le financement du développement](#) (FFD4). Cette réunion des Nations unies se tient à Séville - une ville étroitement associée à la colonisation européenne des Amériques - et offre ironiquement la meilleure opportunité depuis une génération de réviser et de décoloniser l'architecture financière mondiale. Cela est essentiel si les États veulent inverser des décennies de coupes budgétaires et commencer à financer pleinement des services publics universels, équitables et transformateurs en matière de genre.

Avec [54 pays confrontés à une crise de la dette](#), il est évident qu'une **annulation massive de la dette** est nécessaire de toute urgence si les pays veulent investir dans des services publics de qualité. De même, en cette [année du Jubilé](#), si l'annulation de la dette est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Plus de 100 milliards de dollars de dettes ont été annulés en 2005, mais comme aucune modification n'a été apportée au système financier injuste à l'origine de la crise, la plupart des pays à faible revenu se retrouvent aujourd'hui confrontés à une nouvelle crise, plus grave encore. C'est pourquoi 2025 doit être l'année de la transformation de l'architecture internationale de la dette par l'établissement d'une [convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine](#), l'élaboration de nouveaux accords mondiaux sur le prêt et l'emprunt responsables et le transfert du pouvoir sur la dette du Fonds monétaire international (FMI) à un organe représentatif des Nations unies. Cette transformation de l'architecture de la dette est essentielle pour que les pays disposent des ressources nécessaires à la transformation des services publics. Heureusement, la révision du système de la dette mondiale est une demande essentielle des [nations africaines](#) et du [mécanisme de financement du développement de la société civile](#) lors de la conférence FFD4, mais elle est bloquée par les pays riches et les créanciers privés qui tirent profit des injustices du système actuel.

La **crise climatique** rend encore plus urgente la nécessité d'une réforme fondamentale de l'architecture de financement, afin que les pays puissent investir dans les services publics universels, qui sont au cœur d'une transition juste. Il est désormais clair que la crise de la dette et la crise climatique sont [liées](#), les pays endettés étant contraints de gagner rapidement des devises étrangères et donc d'investir dans l'extraction de combustibles fossiles et dans l'agriculture industrielle - les deux principales causes de la crise climatique. D'autre part, les pays les plus vulnérables à la crise climatique sont considérés comme "à haut risque" pour les investissements et se voient donc appliquer des taux d'intérêt plus élevés sur les prêts (en particulier après les catastrophes climatiques), ce qui accélère la probabilité et l'ampleur des crises de la dette. Mais il est urgent d'examiner la question de la dette dans son ensemble et de se demander qui doit à qui. L'analyse la plus récente montre que les pays riches à fortes émissions du Nord ont une énorme **dette climatique** envers les pays à faibles revenus, pour [s'être approprié le bien commun atmosphérique](#) (en polluant la planète et en déclenchant la crise climatique). Malheureusement, il n'existe pas d'architecture mondiale crédible pour imposer le paiement de ces dettes climatiques, qui sont bien plus importantes que les dettes extérieures brutalement imposées à tous les pays à faible revenu. Cela doit changer, avec une réforme de l'architecture mondiale et un engagement des pays riches à fournir des financements pour le climat afin de payer ces dettes climatiques - qui doivent prendre la forme de subventions (et non de prêts à des pays déjà endettés) - avec l'engagement de soutenir une transition juste basée sur des systèmes publics financés par les par les fonds publics.

Au sommet de l'architecture financière injuste actuelle se trouve le **Fonds monétaire international** (FMI), qui perpétue un ordre économique mondial qui a donné du pouvoir aux multinationales, aux créanciers et aux nations riches, tout en enfermant les pays à faible revenu dans des cycles vicieux et auto-entretenus d'endettement et de dépendance. On estime que pour chaque dollar US que le FMI a encouragé les gouvernements à dépenser pour les services publics, il leur a demandé [d'en réduire six fois plus](#) par le biais de mesures d'austérité. Le mode opératoire du FMI a été établi pendant les programmes d'ajustement structurel discrédités des années 1980, lorsqu'il a imposé une sévère austérité sur les dépenses publiques dans les pays qui avaient contracté des prêts. Nombre de ces pays venaient tout juste d'acquiescer leur indépendance vis-à-vis des pays créanciers qui contrôlent le FMI. Aujourd'hui, la rhétorique a changé, mais le FMI poursuit son programme d'austérité dans la pratique, ce qui entraîne des réductions et des gels répétés des [salaires du secteur public](#), même dans les pays qui manquent cruellement de travailleurs du secteur public de première ligne. C'est parce que les services publics sont sous financés que les gouvernements sont constamment poussés à la commercialisation, à la privatisation et à des partenariats public-privé asymétriques qui privilégient le profit au détriment des personnes.

Une partie de la transformation du système nécessaire pour transformer les services publics concerne la **justice fiscale**. Des réformes fiscales ambitieuses et progressives sont nécessaires de toute urgence aux niveaux mondial, national et local. L'érosion de la base d'imposition, le transfert de bénéfices et l'évasion fiscale empêchent les gouvernements, et ceux du Sud en particulier, de mobiliser les recettes nationales indispensables au financement durable des services publics. Pour que le processus décisionnel mondial en matière de fiscalité soit équitable et permette aux pays d'adopter des réformes fiscales progressives au niveau national, il doit

s'éloigner des lacunes démocratiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Depuis 60 ans, l'OCDE fixe les règles fiscales mondiales en représentant les intérêts des pays riches, en particulier des entreprises et des particuliers fortunés. Suite au plaidoyer réussi des nations africaines à l'Assemblée générale des Nations unies, il existe maintenant un accord pour développer une [Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale](#), qui peut établir un système de gouvernance fiscale mondiale plus transparent, équitable et responsable qui bénéficiera à toutes les nations. Nous soutenons pleinement l'accélération des progrès de cette convention et nous devons veiller à ce que la conférence FFD4 ne compromette en aucune manière ce processus existant. Nous soutenons également la nécessité de s'appuyer sur le leadership historique du Brésil au sein du G20 l'année dernière, qui a permis d'inscrire l'imposition des super-riches à l'ordre du jour mondial.

En 2025, nous assistons à des réductions considérables des **budgets d'aide**, de la part des États-Unis, du Royaume-Uni et de nombreux pays européens, ainsi qu'à une hausse des dépenses militaires. Les pays riches semblent vouloir s'isoler plutôt que de construire des ponts. Entre-temps, il est devenu de plus en plus évident que le secteur privé ne peut pas et ne veut pas combler les lacunes ! L'approche "**des milliards aux billions**", qui crée un effet levier sur les finances publiques pour débloquer l'investissement privé dans les pays en développement, a largement échoué et a été dénoncée récemment même par l'[économiste en chef de la Banque mondiale](#). Ce qu'il faut d'urgence, c'est une réglementation publique rigoureuse des acteurs privés et un État fort et responsable qui joue un rôle de premier plan dans le financement et la fourniture de services publics de qualité. Une fois de plus, cela rend encore plus urgente la nécessité d'entreprendre des réformes globales pour faire reculer l'injustice de la dette, l'injustice fiscale et l'austérité en tant que fondement de la construction d'États capables de respecter, de protéger et de mettre en œuvre les droits humains. La volonté politique nationale et l'action nationale seront toujours nécessaires, mais dans le système mondial injuste actuel, même les gouvernements progressistes peinent à financer des services publics universels.

Heureusement, un nouvel élan mondial se dessine en faveur des finances publiques et des services publics. Fin 2022, plus d'un millier de représentants d'une centaine de pays se sont réunis au Chili sous la bannière "**Notre avenir est public**". [La déclaration de Santiago pour les services publics](#) a présenté un programme collectif de syndicats, d'organisations et de mouvements travaillant sur un large éventail de services publics, notamment l'éducation, la santé, les soins, l'énergie, l'alimentation et la nutrition, le logement, l'eau, les transports et la sécurité sociale. Nous nous sommes élevés contre la commercialisation et la privatisation qui portent atteinte aux droits, reconnaissant qu'elles sont à l'origine d'inégalités et d'injustices croissantes. Nous avons collectivement critiqué les structures et les mentalités coloniales qui continuent d'être à l'origine du sous-financement chronique des services publics. Et nous avons condamné l'architecture financière internationale actuelle qui maintient la grande majorité de la population mondiale dans la pauvreté.

Le Sommet du FFD doit s'engager en faveur d'un nouveau pacte social qui garantisse un système financier mondial donnant la priorité aux personnes et à la planète plutôt qu'au profit, et qui permette aux États membres de fournir des services publics universels et une sécurité sociale pour tous. Nous rappelons qu'il existe des alternatives claires au statu quo, dont beaucoup sont

exposées dans le [Manifeste mondial pour les services publics](#), le [Manifeste sur la reconstruction de l'organisation sociale des soins](#) connexe et [Notre avenir est public : Déclaration sur la démocratie énergétique](#). Nous appelons à leur concrétisation et à la refonte du système financier international obsolète.

En cette Journée des services publics des Nations unies, nous unissons à nouveau nos forces pour réitérer notre demande d'un avenir public. La semaine prochaine à Séville, nous avons besoin que les gouvernements fassent preuve d'audace en s'accordant sur un document final qui transformera véritablement l'architecture injuste de financement afin que nous puissions accélérer les progrès vers des services publics de qualité pour tous, où qu'ils vivent.

APPROUVÉ PAR :

1. Action against Hunger France
2. ActionAid International
3. Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA)
4. Amnesty International
5. Arab Campaign for Education for All (ACEA)
6. Arab Network for Popular Education (ANPE Lebanese Coalition)
7. Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE)
8. Brazilian Campaign for the Right to Education
9. Bretton Woods Project
10. Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación-CLADE
11. Center for Economic and Social Rights (CESR)
12. Coalition Education
13. Education International
14. eduCoop
15. Enginyeria sense Fronteres
16. Enginyeria sense Fronteres
17. Eurodad
18. Global Campaign for Education (GCE)
19. Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR)
20. Global Social Justice
21. Institute for Economic Justice
22. International Association for Hospice and Palliative Care
23. National Campaign for Education Nepal (NCE Nepal)
24. Network for Education Watch (NEW) Indonesia
25. Oxfam
26. Paropakar Primary Health Care Centre PPUK
27. Public Services International (PSI)
28. Right to Education Initiative
29. RTE Forum, India
30. Society for International Development (SID)
31. Solidarité Laïque

32. Tax and Education (Tax Ed) Alliance
33. Tax Justice Network
34. The Alternatives Project (TAP)
35. Transnational Institute (TNI)
36. World Organization for Early Childhood Education – OMEP